

Mémoricide ou la purification culturelle : la guerre et les bibliothèques de Croatie et de Bosnie-Herzégovine
The Cultural Purification of Libraries during the War in Bosnia-Herzegovina
"Mémoricide" o la purificación cultural: la guerra y las bibliotecas de Croacia y de Bosnia Herzegovina

Vesna Blažina

Volume 42, Number 4, October–December 1996

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1032995ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1032995ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Association pour l'avancement des sciences et des techniques de la documentation (ASTED)

ISSN

0315-2340 (print)

2291-8949 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Blažina, V. (1996). Mémoricide ou la purification culturelle : la guerre et les bibliothèques de Croatie et de Bosnie-Herzégovine. *Documentation et bibliothèques*, 42(4), 149–163. <https://doi.org/10.7202/1032995ar>

Article abstract

Since 1991 the cultural heritage of Croatia and Bosnia-Herzegovina has fallen victim to cultural purification. International organizations have declared that the systematic and deliberate destruction of libraries and archives constitutes a crime against humanity as defined by international law and the Geneva (1949) and The Hague (1954) conventions. While librarians are concentrating their efforts on the reconstruction of the buildings and collections, the International War Tribunal in The Hague is prosecuting the Serb leaders of Bosnia for crimes against culture.

Mémoricide ou la purification culturelle: la guerre et les bibliothèques de Croatie et de Bosnie-Herzégovine

Vesna Blažina*

Chef de service, Développement des collections et Publications officielles
Bibliothèque des lettres et des sciences humaines, Université de Montréal

Depuis 1991, le patrimoine culturel de Croatie et de Bosnie-Herzégovine est victime de mémoricide ou de purification culturelle. Les organismes internationaux ont établi que la destruction systématique et délibérée des bibliothèques et des archives constitue un crime contre l'humanité en vertu du droit international humanitaire et des Conventions de Genève (1949) et de La Haye (1954). Pendant que les bibliothécaires songent à la reconstruction des édifices et à la reconstitution des collections, le Tribunal international de guerre de La Haye a inculpé les leaders serbes de Bosnie de crimes contre la culture.

The Cultural Purification of Libraries during the War in Bosnia-Herzegovina

Since 1991 the cultural heritage of Croatia and Bosnia-Herzegovina has fallen victim to cultural purification. International organizations have declared that the systematic and deliberate destruction of libraries and archives constitutes a crime against humanity as defined by international law and the Geneva (1949) and The Hague (1954) conventions. While librarians are concentrating their efforts on the reconstruction of the buildings and collections, the International War Tribunal in The Hague is prosecuting the Serb leaders of Bosnia for crimes against culture.

«Mémoricide» o la purificación cultural: la guerra y las bibliotecas de Croacia y de Bosnia Herzegovina

Desde 1991, el patrimonio cultural de Croacia y de Bosnia Herzegovina es víctima de «mémoricide» o de purificación cultural. Los organismos internacionales han establecido que la destitución sistemática y deliberada de las bibliotecas y de los archivos constituye un crimen contra la humanidad en virtud del derecho internacional humanitario y de las Convenciones de Ginebra (1949) y de La Haya (1954). Mientras que los bibliotecarios piensan en la reconstrucción de los edificios y en la reconstitución de las colecciones, el Tribunal Internacional de Guerra de La Haya ha inculcado los líderes serbios de Bosnia de crímenes contra la cultura.

Il ne peut y avoir de paix sans justice et il ne peut y avoir de justice sans que la vérité soit connue.

- Prof. Cherif Bassiouni, CSCE, 1995, p. 7

Pleurer la destruction des bibliothèques, des archives, du patrimoine architectural ou des oeuvres d'art pendant que les humains sont exposés au génocide, aux camps de concentration, au viol, à la purification ethnique, est-ce justifié (Almond 1994; Biolley 1993; Cigar 1995; Cushman & Meštrović 1996; Finkielkraut 1992; Garde 1992; Grmek 1993; Gutman 1993; Kostović 1992; Meštrović 1994 et 1996; Nouvel Observateur et Reporters sans frontières 1993; Stiglmayer 1993)? La purification culturelle est-elle aussi pernicieuse que la purification ethnique (Conseil de l'Europe 1993, Doc. 6756,

3-4)? S'agit-il de mémoricide? Le mémoricide est-il un crime contre l'humanité au même titre que le génocide? Y a-t-il des lois qui protègent le patrimoine culturel en cas de conflit armé (UNESCO 1954)? Une bibliothèque peut-elle représenter une cible militaire justifiée?

Autant de questions qui se posent devant la dévastation de l'héritage culturel de la Croatie et de la Bosnie-Herzégovine depuis 1991. Les rapports du Conseil de l'Europe parlent «d'une catastrophe culturelle et européenne d'une ampleur terrifiante» (Conseil de l'Europe 1993, Doc. 6756, 47), alors que le rapport final de la Commission d'experts de l'ONU déclare que la «destruction intentionnelle des biens culturels... ne peut être justifiée par la nécessité militaire.» (United Nations. Commission of Experts on the Former

Yugoslavia, 1994, Annexe VI, paragraphes 183-193, Annexe XI, paragraphes 17, 22, 33)

Comment exprimer le sentiment de tristesse indicible devant l'anéantissement d'une ville d'art? La destruction des biens

* L'auteure exprime ses plus sincères remerciements à Mme Aleksandra Horvat, professeure de bibliothéconomie à l'Université de Zagreb, pour les données concernant la Croatie et à M. András Riedlmayer, de la Fine Arts Library à la Harvard University, pour les données concernant la Bosnie-Herzégovine.

1. Le terme mémoricide a été utilisé pour la première fois par le professeur Mirko D. Grmek lors de ses conférences dans les universités canadiennes en 1992 (Zlata Blažina, «1992-1993.» *Gaudeamus* no. 7-8: 11)

culturels représente l'annihilation de ce qu'ont laissé en héritage des dizaines de générations antérieures, d'où le sentiment de perte irréparable qu'elle suscite. De plus, l'agresseur, ayant éliminé les victimes humaines du groupe cible, peut détruire à loisir toute trace de l'existence de ce groupe (Conseil de l'Europe 1993, Doc. 6756, 14; Lorković 1995). Selon les observateurs internationaux, lors de la guerre de 1991-1995, le but de la Serbie était d'occuper les territoires habités par les non-Serbes, surtout ceux des Croates et des Bosniaques musulmans, et de détruire leur identité politique, économique et culturelle au nom de l'autodétermination des Serbes (Conseil de l'Europe 1993, Doc. 6756, 3-4). Notons en passant que ces territoires n'ont jamais fait partie d'aucun état serbe.

La République de Croatie a proclamé son indépendance de la fédération yougoslave² le 25 juin 1991, après un référendum par lequel 85% de la population (taux de participation de 92%) s'y déclara favorable. Ce vote démocratique, qui proposait la souveraineté dans le cas où le projet de confédération des républiques yougoslaves serait rejeté, n'a pas été respecté par l'armée yougoslave qui a armé la minorité serbe (11%) et occupé un tiers de la Croatie. Le raisonnement du gouvernement serbo-yougoslave était le suivant: si les Croates avaient le droit de quitter la fédération, les Serbes de Croatie avaient le droit d'y rester. Ils allaient donc découper des territoires de la Croatie, peuplés en partie par les Serbes, et les joindre à la Yougoslavie par la force. Une agression brutale a suivi au cours de laquelle 10 000 non-Serbes ont été tués, 50 000 blessés et 500 000 ont été expulsés de leurs foyers (Kostović, 1992; Nations Unies. Haut Commissariat pour les réfugiés, 1993, 79). Comble d'injustice, un embargo sur les armes, qui favorisait l'agresseur déjà bien armé, a été imposé par l'ONU.

Le 15 janvier 1992, la communauté internationale reconnaissait la Croatie comme pays indépendant. En 1995, la Croatie a pu libérer 25% de son territoire et les 5%, toujours sous occupation (Slavonie orientale, Baranja et Srijem occidental), doivent lui être rétrocédés sous peu. Depuis 1991, toutes les résolutions du Conseil de Sécurité de l'ONU réitèrent

que les territoires croates occupés par les Serbes font partie de la République de Croatie et doivent revenir sous son contrôle.

C'est dans l'est de la Croatie, là, où l'armée fédérale yougoslave s'est transformée rapidement en armée serbe, capable de déployer tous les moyens militaires à sa disposition, que l'agression a été la plus violente. Les régions de Slavonie dans le nord-est et de Dalmatie dans le sud-est ont ainsi souffert les pires outrages. L'anéantissement total de la ville de Vukovar, assiégée et pilonnée pendant trois mois, et la tentative de destruction de la ville de Dubrovnik, site du patrimoine mondial (depuis 1972), ont pris valeur de symbole dans cette guerre.

Protection du patrimoine culturel en temps de guerre

La protection du patrimoine culturel³ en temps de guerre pose plusieurs problèmes. Disons d'abord que les Croates et les Bosniaques ne croyaient point, jusqu'à la dernière minute, à l'éventualité d'un conflit armé. Ils croyaient toujours que ce qu'on a l'habitude d'appeler la communauté internationale, principalement l'ONU et l'Union européenne, ne permettrait point une agression militaire contre leurs pays. L'évacuation des collections d'art ou des bibliothèques est une admission de la part des autorités que la guerre est imminente. À cause de son énorme impact psychologique sur la population, il est difficile de s'y résoudre. Pourtant, une fois les hostilités commencées, tout effort de protection est sérieusement compromis. Dans le cas des bibliothèques, le problème se complique par le besoin impérieux de trouver de très vastes espaces. Laisser les collections en place à la merci des bombardements ou bien les déplacer avec le risque de perte en raison des conditions de transport et d'entreposage, tel est le grand dilemme.

L'Institut pour la protection des monuments culturels de Croatie avait entrepris la mise en place de trois types de mesures préventives: évacuation des collections des musées avec entreposage en lieu sûr et protection physique des bâtiments (sacs de sable, murs de briques, planches de bois). Il y avait également l'obligation de hisser sur les monuments les drapeaux bleus et blancs prévus par la

Convention de La Haye de l'UNESCO pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé (UNESCO 1954). Cette Convention prescrit un certain nombre de principes de protection mais ne prévoit malheureusement pas de mesures coercitives pour ceux qui ne les respectent pas. Dès le départ, les Croates et les Bosniaques entretenaient des doutes sur l'efficacité réelle du drapeau de La Haye, ce petit bout de tissu bleu et blanc, destiné à assurer la protection de leur patrimoine culturel.

En Croatie, le grand nombre d'églises parées de tels drapeaux qui, paradoxalement, furent l'objet d'attaques directes, a fait croire à beaucoup de gens que ces drapeaux servaient plutôt de cible. Jacques Baumel, dans son rapport de mission d'enquête en Croatie, note que «les drapeaux ne constituent une protection contre les obus qu'avec le soutien d'une action de la communauté internationale» (Conseil de l'Europe 1993, Doc. 6756, 10). Barbara O. Roberts, conservatrice-restauratrice consultante et membre de l'International Council on Museums (ICOM) mentionne dans son

2. L'idée d'un pays égalitaire pour tous les peuples slaves du Sud (Yougoslaves) a mûri chez les intellectuels croates du 19^e siècle. Sitôt réalisé en 1918, ce rêve a tourné au cauchemar. La Yougoslavie, qui s'appelaît au début le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, était pour l'essentiel entre les mains des Serbes. Les traditions historiques des autres peuples n'étaient pas reconnues, mais au contraire brutalement opprimées. En 1945, la Yougoslavie devient une fédération de six républiques sous le régime communiste: la Slovénie, la Croatie, la Bosnie-Herzégovine, la Macédoine, la Serbie et le Monténégro. En 1990, quatre républiques élisent des gouvernements démocratiques. Seuls la Serbie et le Monténégro reconduisent des communistes non réformés au pouvoir. En Slovénie et en Croatie, l'idée de l'indépendance se cristallise graduellement comme réaction au blocage par les Serbes de toute évolution démocratique. Bientôt, la Bosnie-Herzégovine et la Macédoine choisissent également l'indépendance (Garde 1992, 52-85; 251-334; 414-415).
3. On entend par patrimoine culturel les monuments, les villes et quartiers historiques, le patrimoine vernaculaire du pays, rural et urbain, les galeries d'art et les musées, les bibliothèques et les archives (Conseil de l'Europe 1994, Doc. 6756, 13)

rapport de mission que «*bien qu'elle n'ait pu déterminer si le drapeau de la Haye était en place sur tous les bâtiments, ceux sur lesquels il avait été déployé à Dubrovnik n'ont pas été épargnés par les tirs d'artillerie serbes.*» (Conseil de l'Europe 1994, Doc. 7070, 5)

Les dommages en Croatie

Documenter les dommages constitue la tâche la plus urgente des spécialistes de protection du patrimoine. Dans cet article, les renseignements concernant les dommages infligés au patrimoine culturel de Croatie sont puisés, pour la plupart, dans le livre *Cultural Heritage of Croatia in the War 1991-1992* (Ivančević 1993) et dans les rapports du Conseil de l'Europe (Rapports 1-5 1993 et 1994). La description du patrimoine de Croatie avant la guerre a été tirée du livre *Trésor artistique de la Croatie* (Ivančević 1993).

Le bilan des dommages infligés aux bibliothèques de Croatie, par région et par type de bibliothèque est basé principalement sur trois ouvrages. Il s'agit de *Wounded Libraries in Croatia* (Aparac-Gazivoda 1993), *Croatian Librarians on Target: guide* (Čelić-Tica et al. 1992) ainsi que des Rapports sur les bibliothèques de Croatie endommagées par la guerre publiés dans *Vjesnik bibliotekara Hrvatske* (Erl 1992). D'autres renseignements proviennent des observations personnelles sur le terrain et des rencontres avec les bibliothécaires en Croatie où l'auteure a effectué un séjour d'études en 1993-94. La description des dommages dans une localité, en général selon l'ordre chronologique, sert à illustrer les difficultés de protection des collections et témoigne en même temps du dévouement et du courage des bibliothécaires dans l'accomplissement de cette tâche dans des conditions extrêmement éprouvantes.

Région de Slavonie

La bibliothèque municipale de Vinkovci, fondée en 1875, a la douteuse distinction d'avoir été la première bibliothèque à être brûlée pendant cette guerre: son sort devait servir de message et d'avertissement à tous ceux qui s'occupaient de l'héritage culturel. Le 17 septembre 1991, elle a été réduite en cendres suite à deux

attaques d'artillerie serbo-fédérale selon le scénario typique: les pompiers ayant réussi à éteindre le feu après la première attaque, une seconde attaque a été lancée pour anéantir les collections et l'édifice. Cette bibliothèque possédait 85 000 volumes ainsi qu'une riche collection de manuscrits des auteurs de la région. Comme la plupart des bibliothèques publiques en Croatie, elle jouait le rôle de maison de la culture, offrant tout un éventail d'événements culturels.

Un an plus tard, les services aux usagers pouvaient être offerts de nouveau grâce à une collection de 30 000 volumes recueillie par don dans toute la Croatie et à un bibliobus gracieusement offert par la ville de Vienne en Autriche (Erl 1992; Phillips 1992). Les bibliothécaires notent partout un intérêt accru pour la lecture: plus leurs villes sont attaquées, plus les gens lisent. Les enfants, en particulier, aiment emporter un livre dans leurs abris souterrains où ils vivent pendant les raids (Ivanišević 1994).

La bibliothèque publique de Pakrac, fondée en 1919, a reçu des projectiles qui ont gravement endommagé son bâtiment. Lors d'un cessez-le-feu, les bibliothécaires de la Bibliothèque nationale de Croatie à Zagreb ont organisé l'évacuation de la collection de 22 000 volumes à la bibliothèque publique de Bjelovar à 80 km de distance, elle-même abîmée par des tirs. Certains livres ont été endommagés par la pluie avant l'évacuation.

Plusieurs bibliothèques de l'université d'Osijek se sont trouvées sur la ligne de front en 1991, leurs édifices subissant de graves dommages alors que la plupart des collections avaient été entreposées en lieu sûr. C'est la bibliothèque centrale d'Agriculture (30 000 volumes, 670 titres de périodiques) bâtie en 1990, qui a le plus souffert: 80% de l'équipement et 40% des collections ont péri (Phillips 1992). Les archives historiques de la ville d'Osijek ont également connu des outrages.

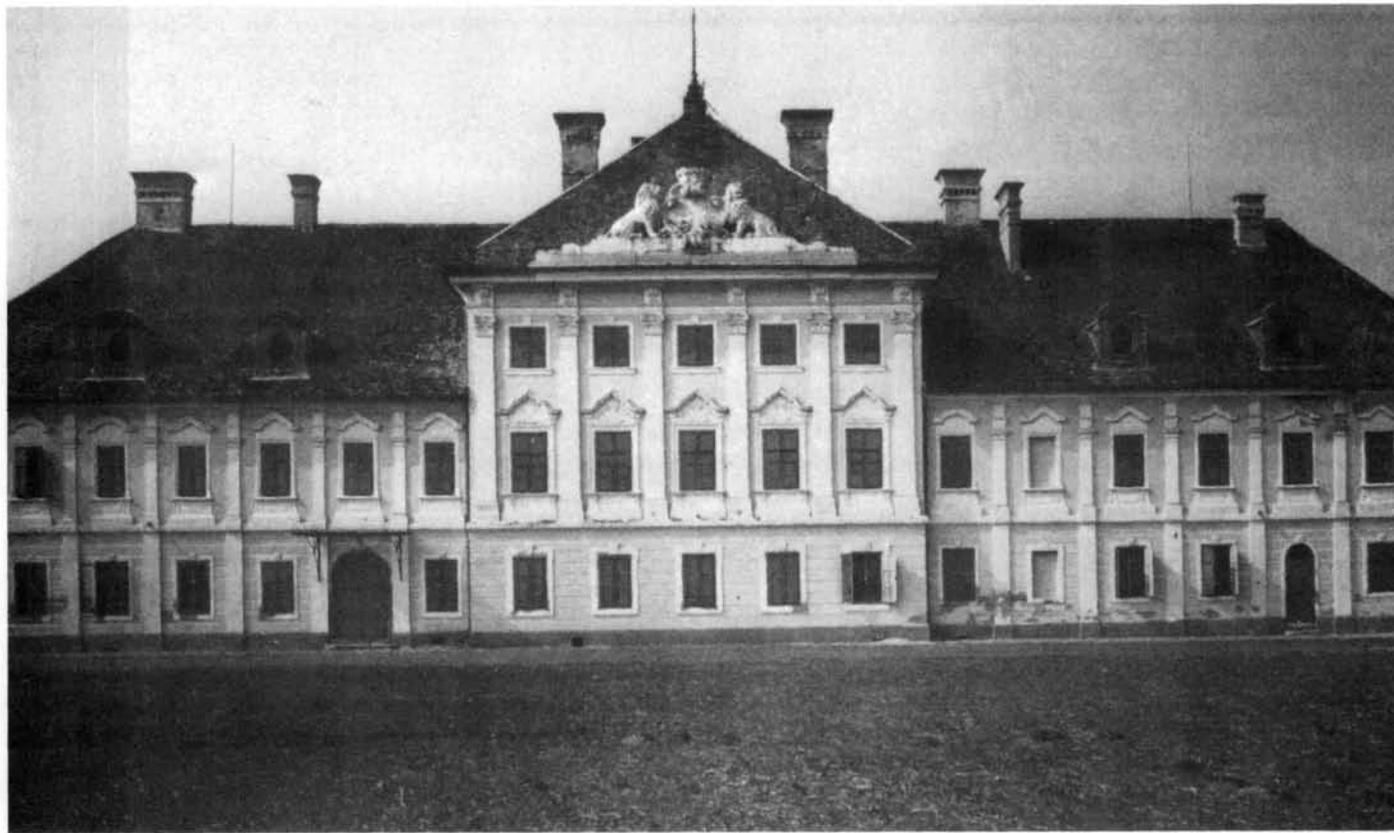
Le Musée municipal de la ville de Vukovar, logé dans le château du 18^e siècle de la famille Eltz, abritait la collection préhistorique de Vucedol (32 513 objets). La bibliothèque du Musée qui

comptait 515 volumes rares (du 16^e au 19^e s.) parmi ses 13 000 volumes, était classée monument national. Lors du bombardement par l'armée serbo-fédérale les 25 et 26 août 1991, la façade et le toit ont été touchés. Les 20 et 21 septembre pendant l'attaque de l'artillerie lourde sur la ville, le château a été de nouveau gravement endommagé. Bombardé de l'air, le musée a pris feu et a continué à brûler pendant deux jours. Les attaques ont continué les 22 et 28 septembre. Les livres sauvés du feu ont été empilés le long des murs dans les corridors.

La bibliothèque publique de la ville de Vukovar, fondée en 1947, comprenait une bibliothèque centrale avec 15 succursales. Elle contenait une collection de 76 000 volumes, une importante collection de documents audiovisuels ainsi que la collection *Vukovariensia* portant sur l'histoire locale. Les grandes baies vitrées, qui en temps normal faisaient le charme de cet édifice situé au bord du Danube, présentaient un sérieux défaut en temps de guerre. Les employés qui voulaient garder la bibliothèque ouverte à tout prix ne pouvaient se rendre au travail le matin ou ne pouvaient rentrer chez eux le soir à cause des bombardements.

Marija Brkić, une employée de la bibliothèque depuis 35 ans, a été ensevelie sous les ruines de sa maison en octobre 1991 alors que deux autres employés sont portés disparus. Pendant l'automne 1991, la bibliothèque a été complètement anéantie. «*La guerre nous a pris au dépourvu comme un désastre naturel*» raconte la bibliothécaire Antonija Kukuljica. «*Il faut protéger les collections bien avant la guerre. Une fois qu'elle commence, même la vie humaine ne vaut pas cher.*» (Rapports sur les bibliothèques... 1992, 76-77). La partie la plus précieuse de la collection a été évacuée en lieu sûr avant ces événements. Or, il n'y avait pas de lieu sûr à Vukovar.

Un sort semblable a été réservé au Musée historique, à la galerie d'art, à la collection Bauer d'oeuvres d'art (1 357 tableaux des 19^e et 20^e s.), au musée commémoratif Lavoslav Ružička (souvenirs du prix Nobel de chimie en 1939) ainsi qu'aux bibliothèques dans les localités avoisinantes de Vukovar.



Le château Eltz de Vukovar avant la destruction

Photographe : Živko Bačić

Source: *Cultural heritage of Croatia in the war 1991/1992* (Zagreb: Hrvatska Svenčilišna Naklada, 1993), 304 p.

La bibliothèque du monastère des franciscains de Vukovar qui, en plus de quatre incunables, contenait 17 000 volumes publiés entre les 15^e et 19^e siècles a subi de très graves dommages. Les frères franciscains avaient transporté les livres les plus précieux dans les ailes les plus sûres du monastère mais, en raison de l'importance des dégâts subis par l'édifice, il est impossible de dire quelle proportion de la collection aurait pu être sauvée.

Le 17 octobre 1991, 8 000 habitants non serbes de la ville d'Ilok (Srijem occidental), près de Vukovar, ont été expulsés de force de leurs foyers. Depuis ce temps-là, le père franciscain Marko Malović est le seul prêtre catholique dans cette région occupée de la Croatie. Malgré les nombreuses menaces de mort, il reste. La porte de son église, St-Jean-de-Capistrano, datant de 1439, a été frappée par une forte explosion en juillet 1993. Il dit toujours la messe à l'autel en bois dans lequel un éclat d'obus est venu se loger. Dans le clocher médiéval, le père Malović a emporté livres rares, manuscrits, oeuvres

d'art et registres de baptême et de mariage, tout ce qu'il a pu sauver de quelque 200 monastères et églises catholiques en ruines de la région. Il faut noter que les édifices religieux qui n'ont pas été détruits pendant les opérations militaires en 1991 ont été victimes de dynamitage plus tard. Ainsi est balayée la mémoire collective de communautés entières (Hedges 1996).

Le 18 novembre 1991, la ville de Vukovar (50 000 habitants), totalement démolie par trois mois de siège, a été occupée par l'armée serbo-fédérale. Son centre historique baroque datant du 18^e siècle n'existe plus. Ses habitants non serbes ont été expulsés et déportés de force. Les 261 blessés de l'hôpital de Vukovar, lui aussi constamment pilonné, ont été sommairement exécutés et entassés dans un charnier à Ovčara, une ferme avoisinante. Les familles de Vukovar sont toujours à la recherche de 2 862 de leurs proches emmenés de force par l'armée serbo-fédérale et considérés disparus. En automne 1996, l'administration temporaire de la région par l'ONU (UNTAES)

ouvre la possibilité d'exhumation de ce site par les experts internationaux qui devraient fournir une réponse définitive aux familles qui attendent depuis cinq ans.

Les bibliothécaires de Vukovar vivant en exil, sur le territoire libre de la Croatie, essaient de rebâtir les collections de leurs bibliothèques. Déjà en 1991, le mois du livre était dédié aux dons de livres pour les bibliothèques endommagées.

Le 29 novembre 1991, les collections du Musée municipal de Vukovar, la collection Bauer, la collection de la Galerie d'art et de la bibliothèque municipale, au total 35 000 objets d'art, ont été transportées en Serbie, sous la supervision du ministre de la Culture de Serbie «pour protection». Selon les informations disponibles, les objets de ces collections seraient parvenus jusqu'aux marchés d'art de Novi Sad, de Belgrade et de Paris (Conseil de l'Europe 1993, Doc. 6756, 18; Conseil de l'Europe 1994, Doc. 7070, 52;



Le château Eltz de Vukovar après la destruction

Tuttle 1992; United Nations. Commission of Experts on the Former Yugoslavia 1994, Annexe IX, paragraphe 60, 14). Selon les rapports de l'Associated Press en novembre 1993, cités par András Riedlmayer, Belgrade serait devenue le plus grand marché d'objets d'art et d'antiquités dans toute l'Europe (Riedlmayer In Carnegie Endowment for International Peace 1994).

Au printemps 1992, un musée de Belgrade organisait même une exposition, avec catalogue à l'appui, d'icônes grecques enlevées à Zadar en Dalmatie. Ces trésors avaient été prêtés à la Serbie pour une exposition en guise de remerciements aux spécialistes serbes qui, avant la guerre, avaient été impliqués dans leur restauration aux frais de la Croatie. Il semble que la Serbie n'a aucune intention de restituer ces objets d'art à leurs propriétaires sous prétexte qu'ils seraient mieux protégés en Serbie. Ces trésors byzantins provenaient de l'église orthodoxe que la ville de Zadar avait fait construire au 16^e siècle pour les besoins des mar-

chands grecs et n'étaient donc pas d'origine serbe (Conseil de l'Europe 1993, Doc. 6904, 36; Conseil de l'Europe 1994, Doc. 7070, 57).

Région de Dalmatie

Sur la côte adriatique, les villes de Zadar au Nord et de Dubrovnik au Sud ont connu les pires ravages.

Zadar

La bibliothèque scientifique de Zadar, fondée en 1850, a été frappée de plein fouet à deux reprises le 5 octobre 1991. Elle contenait 600 000 volumes, 5 566 titres de périodiques, 929 titres de journaux, 33 incunables, 1 080 manuscrits, 370 parchemins, 1 350 livres rares, 1 200 cartes géographiques, 2 500 photographies, 1 500 partitions musicales et 60 000 autres documents. Le toit, la façade et les murs internes, directement touchés, ont subi de graves dommages. Les nouvelles acquisitions, les catalogues de la bibliothèque ainsi que l'équipement in-

formatique et toutes les ressources matérielles de la salle de lecture ont été démolis. Six peintures d'artistes célèbres exposées à la bibliothèque ont également été détruites. Au cours de l'hiver, travaillant parmi les débris de leur bibliothèque, dans un édifice sans électricité, sans chauffage et sans eau, les employés ont transporté toute la collection au sous-sol de l'édifice.

La bibliothèque municipale de Zadar, fondée en 1857, et comptant 60 000 volumes, a été bombardée le 9 octobre 1991. L'édifice a subi de graves dommages mais les collections sont restées intactes. Le même palais historique abritait également la bibliothèque de l'École de musique qui a été gravement endommagée.

Obligée de se retirer du territoire croate en octobre 1991, l'armée serbo-fédérale faisait face à un grand dilemme. Elle avait évidemment l'intention d'emporter tout le matériel militaire mais que faire de la bibliothèque de 200 000



La Bibliothèque scientifique de Dubrovnik après les bombardements du 8 juin 1992. Source: Photographie par l'auteur

volumes? Les officiers serbes dans la caserne de Zadar décident de brûler au bûcher tous les livres en caractères latins, considérés par eux comme étant non-serbes. La fumée des livres qui brûlèrent pendant vingt jours était visible à plusieurs kilomètres de distance. Dans la même opération, soixante ordinateurs ont été démolis à coups de hache (Aparac-Gazivoda 1993, 6; Phillips 1992).

Dubrovnik

Les institutions à vocation culturelle de Dubrovnik, publiques et privées, possèdent le plus grand nombre d'incunables de Croatie et de toute la région anciennement yougoslave.

La bibliothèque du Centre inter-universitaire de Dubrovnik, lieu de rencontres estivales des scientifiques du monde entier, fondée en 1971 et enrichie depuis 1981 par les contributions de plusieurs universités américaines, a été touchée par les projectiles incendiaires le 6 décembre 1991 et dévorée par le feu. Toute la collection de 20 000 volumes a flambé. C'était la seule bibliothèque en

Croatie qui utilisait le système de classification de la Library of Congress. Son catalogue a également été perdu dans l'incendie. L'Université de Zagreb a récemment reconstruit cet établissement qui a retrouvé son élan d'avant-guerre.

La bibliothèque scientifique de Dubrovnik, fondée en 1950, logée dans le palais patricien Skočibuha datant de 1588, contient 200 000 volumes, 7 783 titres de périodiques, 922 manuscrits, 77 incunables et plus de 9 000 livres rares. Ses incunables et ses manuscrits font partie du patrimoine mondial. La précieuse collection du Collegium Ragusinum (1559-1764), 13 000 volumes de l'époque de la République de Dubrovnik (Raguse), en fait également partie. Un des chefs-d'oeuvre scientifiques est l'ouvrage *De natura coelestium spiritum quod angelos vocamus* de Juraj Dragišić (1445-1520), dont l'impression à Florence en 1499 fut financée par le Sénat de Dubrovnik. Cette édition incunable, écrite à Dubrovnik, a été offerte et dédiée à la ville par le célèbre archéologue Arthur Evans lors de sa visite en 1932.

La bibliothèque scientifique a été touchée par 60 obus le 19 novembre 1991 et par 5 projectiles de nouveau le 8 juin 1992, créant plusieurs trous béants dans le toit et laissant l'édifice du style Renaissance instable. Dix pour cent de la collection de référence et du dépôt légal ont été détruits.

Pendant trois mois de l'automne 1991, Mirjana Urban, la directrice de la bibliothèque, ainsi que quelques membres du personnel de la bibliothèque couchaient sur place dans l'espace exigu du sous-sol. «*L'édifice étant situé dans un parc, le danger de feu suite aux impacts, était très grand. Nous étions là surtout pour empêcher le feu de se propager*» nous a dit Mirjana Urban qui a perdu son fils Pavo, étudiant, âgé de 23 ans, le 6 décembre 1991. Pavo a perdu la vie au moment où il recueillait les preuves de la plus importante attaque de la guerre sur le noyau historique de Dubrovnik. Les photographies de la ville-musée incendiée, trouvées dans son appareil, ont fait le tour du monde.

Entre deux bombardements le 8 juin 1992, les collections les plus précieuses ont été entreposées dans 97 cases métalliques. Comme il pleuvait à torrents pendant la nuit, tous les documents étaient humides au moment de l'entreposage. Depuis trois ans, les documents ne peuvent pas être ressortis à défaut d'espace adéquat. La condition précaire de l'édifice met en danger les collections qui s'y trouvent. Les dommages invisibles, causés par la vibration et les détonations, sont plus graves qu'on ne pensait. Le toit de l'édifice, qui devrait être refait sous peu, est toujours couvert de papier goudron.

La bibliothèque du monastère des franciscains de Dubrovnik, fondée au 13^e siècle, est l'une des plus célèbres de Croatie. Elle contient 65 500 volumes dont 2 106 manuscrits, 206 incunables, 3 547 livres rares et 10 000 partitions musicales. En automne 1991, le monastère a reçu une pluie de 51 obus dont 3 ont percé le toit de la bibliothèque. Les collections, transportées auparavant dans la salle à manger, n'ont pas été touchées directement. Pourtant, faute de fonds pour les réparations de l'édifice qui reste instable,

la bibliothèque qui recevait des chercheurs du monde entier avant la guerre n'a pu rouvrir ses portes. Le monastère contient également la première pharmacie de l'Europe datant de 1317.

La bibliothèque du monastère des dominicains fondée au 13^e siècle contient une collection de 23 198 volumes dont 239 incunables et 236 manuscrits. Le toit du monastère a été percé le 25 octobre et le 6 décembre 1991 et de nouveau en mai et juin 1992. Le 6 décembre 1991, le clocher de l'église a été perforé par 4 projectiles. Malgré les 23 projectiles que le monastère a reçus, la collection de la bibliothèque n'a pas été considérablement endommagée.

Couvrant la période 1272-1808, les Archives historiques de Dubrovnik sont parmi les plus complètes en Europe, représentant une source cruciale pour l'histoire de la Croatie et de tous les peuples du sud-est européen. Leur contenu varié, concernant les relations commerciales, politiques et culturelles de la ville-état avec les pouvoirs de la région, attire les chercheurs du monde entier. Signalons, à titre d'exemple, la série *Acta Consiliorum* qui comprend toutes les décisions des trois Conseils qui administrèrent la ville pendant 600 ans.

Cette série de documents est également une source importante pour l'étude des règlements de santé publique, particulièrement du 14^e au 16^e siècle, au moment où la ville joue le rôle de pionnier dans ce domaine. Au printemps 1992, une partie des Archives, logées dans le palais Sponza, s'est trouvée parmi les victimes des projectiles. Le toit d'un des entrepôts a été abîmé par les éclats d'obus, exposant les documents du 19^e siècle à une pluie diluvienne. Les documents plus anciens n'ont heureusement pas souffert.

La cité médiévale de Dubrovnik (Raguse), d'une exceptionnelle unité architecturale, est le joyau de la côte croate. La ville fortifiée, site du patrimoine mondial de l'UNESCO au même titre que la ville de Québec, était la capitale de la République du même nom de 1358 jusqu'à 1808. C'est à Dubrovnik que s'est développée la première pharmacie en Europe (1317) et le premier contrôle systématique des épidémies par la quarantaine (1377). C'est là qu'est né le Molière

croate, Marin Držić (1508-1567), cent ans avant le Molière français. En automne 1991, la ville qui était à peine défendue par les forces croates, pratiquement inexistantes à l'époque, subissait pendant trois mois, le siège de 20 000 soldats de l'armée serbo-fédérale.

La pire attaque a eu lieu le 6 décembre 1991. Ce jour-là, 800 projectiles tombèrent sur la ville «protégée» par l'UNESCO, faisant 19 morts et 60 blessés. Des 854 bâtiments dans l'enceinte de la ville, 60 % étaient atteints. Le bâti étant très dense, les toits étaient les plus touchés. Huit maisons patriciennes étaient incendiées, seuls leurs murs en pierre résistant au feu (Bumbaru 1992). En 1991, on achevait les travaux de restauration suite au tremblement de terre de 1979.

Tout cela se passait en présence des émissaires de l'UNESCO qui avaient hissé auparavant les drapeaux des Nations Unies sur les murs de la cité pour manifester la préoccupation de la communauté internationale pour le patrimoine. Ce geste symbolique ne put prémunir la ville contre une attaque injustifiée et injustifiable (Bumbaru 1992). Selon la Commission d'experts de l'ONU, la destruction du patrimoine était délibérée. Suivant la chronologie des événements quotidiens, les spécialistes démontrent que les dommages infligés à la ville-musée de Dubrovnik ne pouvaient en aucun cas être justifiés comme nécessité militaire «*Thus, with respect to the Statute of the International Tribunal, the offences in Dubrovnik can be said to concern extensive destruction and appropriation of property not justified by military necessity and seizure, and destruction of and damage to religious institutions dedicated to charity, education, the arts and sciences, as well as historic monuments and artistic and scientific works.*» (United Nations. Commission of Experts... 1994 Annexe XI.A, 8)

Bilan des dommages en Croatie

Le bilan des dommages infligés aux bibliothèques de Croatie est donné à titre d'exemples (Kroller 1992^a; Kroller 1992^b; Lorković 1993; Phillips 1992; Stipčević 1992). Pendant la guerre de 1991, plus de 195 bibliothèques du pays ont été endommagées. Les données restent forcément fragmentaires. Au bilan de 11 bibliothèques

universitaires, 3 bibliothèques de recherche, 8 bibliothèques spécialisées, 12 bibliothèques commémoratives, 23 bibliothèques publiques et 138 bibliothèques scolaires vont très probablement s'ajouter les statistiques des bibliothèques dans les régions libérées à l'été 1995 ainsi que les régions toujours sous occupation serbe, celles qui ont connu les pires outrages (Aparac-Gazivoda 1993, 11). À la bibliothèque municipale de Drnis après la libération, on ne recense plus que 1 000 volumes alors qu'elle en comptait 15 000 avant la guerre. Là, où les collections sont moins touchées, les bâtiments le sont sans exception: toitures qui coulent, vitres brisées, mobilier et équipement technique inexistant, manque de chauffage, manque d'électricité.

Avant la guerre, la Croatie avait 2 262 bibliothèques: une bibliothèque nationale, une bibliothèque de l'Académie des arts et des sciences, 93 bibliothèques post-secondaires, 6 bibliothèques scientifiques, 5 bibliothèques régionales, 199 bibliothèques spécialisées, 286 bibliothèques publiques, 1 468 bibliothèques d'écoles primaires et 203 bibliothèques d'écoles secondaires. Il y avait 1 286 bibliothécaires avec une formation post-secondaire.

Selon l'Institut croate pour la protection des monuments culturels, le triste bilan de la guerre s'élevait en février 1993, à 801 monuments individuels et 350 sites historiques endommagés (Conseil de l'Europe 1993, Doc. 6869, 5). Le fait que les édifices religieux représentent 63.7% de ce nombre en dit long sur le traitement «préférentiel» que l'armée serbo-fédérale réservait à ce type de monuments et exclut toute hypothèse de dommages collatéraux (voir le témoignage de Thomas S. Warrick In Carnegie Endowment for International Peace 1994).

Bosnie-Herzégovine

La Bosnie-Herzégovine a déclaré son indépendance de la fédération yougoslave le 1^{er} mars 1992 après un référendum par lequel 66% de la population donna son accord à ce nouveau statut politique. Selon le recensement de 1991, la population de la Bosnie-Herzégovine de 4 400 000 habitants se composait de 44% de Bosniaques musulmans, de 33% de

Serbes et de 17% de Croates. L'agression de l'armée serbe (c'est-à-dire des Serbes de Bosnie, de Croatie, de Serbie et du Monténégro) n'a pas tardé. La ville de Sarajevo était attaquée le 5 avril 1992. Au bout de quelques mois, les Serbes avaient mis à feu et à sang tout le pays et occupé 70% du territoire. La Bosnie-Herzégovine, qui avait investi comme la Croatie dans l'armée yougoslave, n'avait pas d'armée propre pour se défendre. De plus, elle était frappée d'un embargo sur les armes imposé par l'ONU aux victimes de la guerre comme à l'agresseur.

Depuis 1992, 250 000 non-Serbes (dont 17 000 enfants) ont été tués, 50 000 femmes, surtout musulmanes, ont été violées dans les opérations de nettoyage ethnique tandis que 2 000 000 d'habitants ont été expulsés de leurs foyers pour devenir des réfugiés ou des personnes déplacées (Nations Unies. Haut Commissariat pour les réfugiés 1993, 79). Le 14 décembre 1995, le plan de paix pour la Bosnie-Herzégovine, négocié à Dayton aux États-Unis, a été signé à Paris. Une force de 60 000 soldats de l'OTAN doit assurer l'application de ce plan sur le terrain.

L'ampleur de la dévastation du patrimoine est terrifiante. Les données incomplètes, colligées en 1993, révèlent que plus de 1 000 mosquées dont une vingtaine datant du 16^e siècle, 150 églises catholiques, 15 églises orthodoxes, 4 synagogues et 1 000 autres biens culturels, incluant les musées, les bibliothèques, les archives et les collections de manuscrits ont servi de cible et ont été anéantis (Conseil de l'Europe 1993, Doc. 6869, 8-18; Doc. 6904, 6-8). Il faut noter qu'en Croatie et en Bosnie-Herzégovine, la destruction du patrimoine culturel pendant la guerre 1991-1995 excède largement les dommages imputables aux deux guerres mondiales. (Conseil de l'Europe 1993, Doc. 6904, 7).

La Commission d'experts de l'ONU a établi une chronologie détaillée du siège de Sarajevo pendant deux ans. Les jours «calmes» les observateurs internationaux comptaient de 200 à 300 projectiles, les jours plus «actifs» jusqu'à 1 000. Le 22 juillet 1993, Sarajevo a été frappée par 3 777 tirs.

The chronology confirms that certain areas of the city have also been systematically shelled throughout the course of the siege, particularly cultural and religious structures and public utilities. The city centre, the airport and southwestern suburbs had consistently been the most often targeted areas. The historic old town area had also been heavily shelled. (United Nations. Commission of Experts on the Former Yugoslavia 1994, Final report, 45, paragraphe 190)

Pendant la même période l'hôpital de Koševo a été bombardé 289 fois. Quarante pour cent des obus tombaient pendant les heures de visite, entre midi et 14 heures (Commission on Security... 1995, 10).

Dommages infligés aux bibliothèques

Sarajevo

Les institutions à vocation culturelle ont été très rudement éprouvées par plus de 1 000 jours de siège (Čengić and Duraković 1995; Conseil de l'Europe 1993, Doc. 6756, 33-35; Doc. 6869, 9-14).

L'Institut d'études orientales de Sarajevo, de renommée mondiale, possédait les documents de l'époque ottomane qui sont d'une importance cruciale pour l'histoire de la Bosnie-Herzégovine. Il contenait 5 263 manuscrits arabes, turcs, persans et bosniaques: encyclopédies, ouvrages d'histoire, de géographie, de politique, de théologie, de philosophie islamique, de soufisme, ouvrages de sciences naturelles et de mathématiques, de droit, dictionnaires, collections de poésies par des poètes bosniaques et ottomans, de la période s'étendant du 11^e au 20^e siècle. Les archives contenaient plus de 7 000 documents du 16^e au 19^e siècle, y compris les ordonnances des sultans, des chartes de gouverneurs, des certificats juridiques et cadastraux, des comptes et des rapports financiers. Elles renfermaient en outre 60 séries de rapports de juges et d'assistants de juges de la Bosnie-Herzégovine. Les archives de Vilayet contenaient 200 000 documents et certificats cadastraux pour l'ensemble du territoire de la Bosnie-Herzégovine, de la seconde moitié du 19^e siècle.

L'Institut avait également une collection de microfilms de documents provenant d'autres archives ainsi qu'une bibliothèque spécialisée de 10 000 volumes et de 300 titres de périodiques. Le 17 mai 1992, l'Institut d'études orientales de Sarajevo a été frappé par des obus incendiaires lancés par les Serbes qui assiégeaient la ville depuis les collines avoisinantes. Toute la collection a disparu en quelques heures (Riedlmayer 1996; Stipčević, 1995). La destruction des fonds de l'Institut pourrait être la perte culturelle la plus grave de toute la guerre (Conseil de l'Europe 1993, Doc. 6869, 11). Des 33 employés d'avant la guerre, il n'en reste aujourd'hui que 13 qui travaillent dans des locaux temporaires fournis par l'Académie des Sciences.

La bibliothèque nationale et universitaire de Bosnie-Herzégovine (BNUBH), symbole de la ville, était logée dans un édifice de style «mauresque», typique de l'époque austro-hongroise, construit sur les rives de la Miljacka en 1896. L'édifice de quatre étages avait abrité le Parlement en 1910-1914, l'hôtel de ville après la première guerre mondiale, la bibliothèque nationale depuis 1946. La BNUBH possédait 1 500 000 volumes incluant 155 000 manuscrits et livres rares, les archives nationales, les publications bosniaques reçues par dépôt légal et les collections de l'Université de Sarajevo. Du 25 au 27 août 1992, touchée par 25 obus incendiaires venus de quatre positions différentes dans les collines, la bibliothèque était consumée par le feu (Lorković 1992; Stipčević 1995). Quarante autres obus étaient lancés dans les rues avoisinantes de manière à empêcher les pompiers d'intervenir. Une mesure inutile puisque les agresseurs avaient déjà coupé l'eau dans le secteur. La bibliothèque a brûlé pendant trois jours. Les citoyens et les bibliothécaires, bravant la pluie d'obus des tireurs embusqués, essayaient de sauver «l'âme de leur ville» en formant une chaîne humaine pour sortir les livres de l'édifice en feu. Malgré ces vaillants efforts, leur héritage national fut réduit en cendres.

L'opération de sauvetage a fait une victime humaine: Aida Buturović, bibliothécaire de la section des échanges de la BNUBH, fut fauchée par un tireur embus-

qué. Kemal Bakaršić, conservateur de la bibliothèque du Musée national de Bosnie-Herzégovine, se souvient: «*Le ciel était obscurci par la fumée dégagée par les livres en flammes; des pages calcinées flottaient et retombaient comme de la neige noire dans toute la ville. Si on attrapait une page, on pouvait sentir sa chaleur et pendant un instant lire un bout de texte présentant l'étrange aspect d'un négatif en noir et gris. Puis, la chaleur dissipée, la page tombait en poussière entre nos doigts.*» (Bakaršić 1995, 104-105)

Des 108 bibliothécaires d'avant la guerre, les 42 qui restent aujourd'hui, ont réussi à sauver environ 10% des collections et une partie du fichier informatisé. Dans les locaux de fortune, ils préparent des inventaires, entreprennent des mesures de conservation possibles dans les circonstances et planifient la reconstruction de leur bibliothèque. Ils essaient de servir 850 professeurs et 4 500 étudiants qui étudient toujours à l'université; 70 étudiants ont complété leurs doctorats depuis le début de la guerre.

Le Musée national de Bosnie, situé à seulement 20 mètres de la ligne du front, allait être la prochaine proie. Conscient du danger depuis le printemps 1992, Kemal Bakaršić, organise l'évacuation des 400 000 volumes de la bibliothèque du Musée. Des kilomètres de livres sont évacués au sous-sol. L'opération menée en cachette dure des mois. Chaque fois qu'il quittait le Musée, Kemal Bakaršić embrassait les murs et les portes en disant: «*Je vous supplie, Seigneur, faites que la bibliothèque ne soit pas incendiée, pas maintenant.*». Une fois toute la collection mise à l'abri, il s'est dit: «*D'accord, maintenant brûlez la bibliothèque si c'est ce que vous voulez. Elle est à vous. Si vous voulez la détruire, faites-le!... Mes livres sont en lieu sûr.*» (Bakaršić 1995, 106) L'attaque ne se fit pas attendre. Durant l'été 1992, le Musée national, fondé en 1888, logé dans quatre pavillons construits de 1909 à 1913, fut gravement endommagé. Kemal Bakaršić qui se croyait préparé pour la catastrophe dit: «*C'est horrible ce qu'ils ont fait au Musée; l'édifice est une ruine quasi totale.*». Les obus ont brisé les toits en verre et les 300 fenêtres doubles. La serre est totalement détruite. Les vitrines d'exposition et leur contenu ont été endommagés, problème auquel

s'ajoute celui des eaux de pluie. Le rapport sur les dégâts a été préparé par le Dr Rizo Sijarić, directeur du Musée, qui a été tué par l'explosion d'un obus le 10 décembre 1993, au moment où il essayait de couvrir les trous béants de l'édifice avec les feuilles de plastique obtenues des agences d'aide de l'ONU.

Parmi les livres que Kemal Bakaršić a sauvés se trouve le Haggadah de Sarajevo, un des trésors les plus précieux de toute la Bosnie. Oeuvre des calligraphes et enlumineurs juifs de l'Espagne du 14^e siècle, le Haggadah fut apporté à Sarajevo par la famille Cohen, il y a 400 ans, au moment où les Juifs d'Espagne fuyant l'Inquisition vinrent s'installer en Bosnie. Le Haggadah est un recueil de poèmes et d'enluminures traitant de la pâque et de la sortie des Juifs de l'Egypte.

La bibliothèque de la mosquée Gazi Husrev Bey, fondée en 1537, qui contient une collection extrêmement riche de 4 500 manuscrits en arabe, turc et persan, 50 000 volumes imprimés et 4 000 documents historiques du 16^e au 19^e siècle, a été sauvée de la destruction qui a été le sort de l'édifice et de la mosquée, le plus grand sanctuaire musulman en Europe, construit en 1530 (Kadić 1995; Stipčević 1995).

Des 300 000 volumes que la bibliothèque municipale de Sarajevo possédait avant la guerre, 50% ont été épargnés. Quatre de ses 20 succursales ont été détruites. Le personnel a été réduit de 120 à 20 personnes. Aucun document n'a été acquis depuis 1992.

La bibliothèque et la collection d'art du monastère des franciscains à Nedžarići, en banlieue de Sarajevo a été pillée en juin 1992, les frères franciscains expulsés. On aurait retrouvé les livres de cette collection sur les marchés de Belgrade (Lovrenović 1994).

Préoccupés par les institutions publiques, nous oublions souvent les pertes qu'ont subies les collections privées. Dans un article, Ivan Lovrenović (1994), auteur et historien, décrit la perte de ses trésors personnels. Expulsé de son appartement de Sarajevo, il est obligé d'y laisser ses manuscrits, ses livres incluant une Bible de 1883 et un catéchisme de

1611, le premier publié en Bosnie. Pendant des mois il a cru qu'il pourrait rentrer chez lui et retrouver ses possessions intactes; un jour il apprend qu'elles ont toutes été brûlées par les extrémistes serbes qui en ont fait, de plus, un spectacle. Après avoir sorti tous ses papiers dans la rue, ils ont invité la foule à les regarder brûler sur un bûcher tandis que les oeuvres d'un peintre étaient mitraillées. Lovrenović avait sous-estimé «*la haine de la mémoire.*»

Mostar

Le toit de l'édifice des Archives de l'Herzégovine, construit en 1884, a été bombardé par les Serbes au printemps 1992 (Riedlmayer 1996; Stipčević 1995). Les documents, certains datant du Moyen Âge, ont été transportés dans la cave où ils demeurent exposés aux caprices du climat puisque la force de l'impact a emporté les vitres des fenêtres.

Plus de 50 000 volumes ont été perdus dans l'incendie qui a consumé la Bibliothèque de l'évêché de Mostar lors des bombardements du 6 mai 1992. Des milliers d'autres documents ont été exposés au feu et à l'humidité au moment où les projectiles ont percé le toit du Musée de l'Herzégovine (Conseil de l'Europe 1993, Doc. 6756, 44-45; Riedlmayer 1996).

L'église franciscaine St-Pierre et St-Paul, bâtie en 1866 et rénovée en 1985, s'est effondrée suite aux bombardements du 9 mai 1992. La bibliothèque comportant, entre autres, 376 manuscrits de l'époque ottomane et 40 exemplaires du Coran ainsi que la pinacothèque qui se trouvait dans le couvent adjacent, ont été sauvées par les efforts surhumains des frères franciscains et des pompiers (Conseil de l'Europe 1993, Doc. 6756, 45; Stipčević 1995).

La bibliothèque de l'Université de Mostar, édifice, collections et équipement a été complètement détruite en 1992. Les collections, entreposées dans le sous-sol d'un bâtiment utilisé par Caritas, ont été incendiées. La bibliothèque municipale de Mostar, sérieusement endommagée en 1992, a été restaurée grâce aux efforts de l'Union européenne. Près de 70% de

sa collection a été sauvée (Conseil de l'Europe 1993, Doc. 6904, 3).

Toutes les données concernant la Bosnie-Herzégovine sont forcément fragmentaires et incomplètes étant donné que plusieurs régions du pays restent toujours inaccessibles (Conseil de l'Europe 1993, Doc. 6756, 31-50; Doc. 6869, 8-18). Dans toutes les villes du pays, il y avait de précieux manuscrits. Leur sort reste incertain.

Réaction de la communauté internationale

À l'extrême inquiétude des spécialistes croates de la protection du patrimoine culturel, désespérés par l'ampleur des ravages, les organismes internationaux répondent en automne 1991 qu'il n'y a rien à faire tant que les hostilités n'auront pas cessé! Habités à la coopération volontaire en temps de paix, les organismes internationaux à vocation culturelle constatent qu'ils ne sont pas du tout préparés pour une intervention en temps de guerre. Les réunions périodiques, visites d'études, formation à l'étranger et missions brèves sont totalement inadéquates en temps de guerre (Conseil de l'Europe 1993, Doc. 6756, 1, 31; Doc. 6869, 30).

À la Conférence annuelle de l'UNESCO qui a lieu à Paris en octobre 1991, les spécialistes croates n'ont pas le droit de parole vu que la Croatie n'est pas encore un pays reconnu par l'ONU. On accepte ainsi l'intervention des représentants serbo-yougoslaves qui, pendant que l'armée serbo-fédérale détruit le patrimoine croate, jurent cyniquement qu'il font tout dans leur pouvoir pour «protéger le patrimoine ... yougoslave» (rapporté à l'auteur par les experts slovènes et croates qui étaient présents comme observateurs). Les spécialistes internationaux ne sont quand même pas dupes. Des individus frustrés proposent des initiatives tout à fait héroïques. Ainsi, l'académicien français, Jean d'Ormesson, grand connaisseur du patrimoine croate, offre de faire un saut en parachute à Dubrovnik pour sauver la ville assaillie (D'Ormesson 1991). Il cherche parmi les intellectuels français des volontaires pour l'accompagner. Son idée attire une attention médiatique considérable.

Face à l'indignation croissante de l'opinion publique et, en vertu de la Convention de La Haye pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé (1954), l'UNESCO décide d'envoyer des consultants experts à Dubrovnik assiégée. Parmi ceux qui se portent volontaires, Colin Kaiser de Toronto, historien de l'art et Dinu Bumbaru de Montréal, architecte, tous les deux membres de l'International Council on Monuments and Sites (ICOMOS). Pour la première fois de son histoire, l'UNESCO intervient pendant un conflit armé. Deux spécialistes canadiens risquent leur vie pour sauver le patrimoine mondial à Dubrovnik. Ils deviennent témoins de l'attaque de la ville et fournissent furieusement des rapports sur les dommages à l'UNESCO. Leur geste courageux n'a pu stopper l'agression mais leur persévérance signale un début de prise de conscience au niveau international quant à la protection du patrimoine culturel en temps de guerre.

Il est plausible de croire que le bombardement du 6 décembre 1991 aurait été encore plus pernicieux sans leur présence dans la ville. L'UNESCO décide de fournir les tuiles pour réparer les toits dans l'enceinte historique de Dubrovnik. Bumbaru constate pourtant «l'absence d'une vision de la civilisation humaine et de la culture que partageraient les autorités.» (Bumbaru 1992)

De toute évidence, les gens qui s'intéressent à la culture ont été réduits, dans cette guerre, au rôle frustrant d'observateurs de destruction, de compteurs d'obus et de statisticiens de ce triste bilan. Ainsi la Sous-commission du patrimoine architectural et artistique de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a organisé plusieurs missions d'observation en Croatie et en Bosnie-Herzégovine et a présenté cinq rapports en 1993-1994 (Conseil de l'Europe 1993 et 1994). De leur propre aveu, chaque nouveau rapport est plus déprimant que le précédent: le niveau de destruction ne cesse d'augmenter.

En 1993, confrontées à une dévastation sans précédent des bibliothèques en Croatie et en Bosnie-Herzégovine, l'American Library Association lors de sa réunion d'hiver à Denver (ALA 1993) et la Fédération internationale des associa-

tions des bibliothèques (IFLA 1993), plus tard à Barcelone, adoptent des résolutions timides «*déplorant la perte de l'accès à l'information des peuples de l'ancienne Yougoslavie*», ne voulant pas «*prendre parti dans ce conflit.*»

Indigné, András Riedlmayer, historien et bibliothécaire à la Fine Arts Library de la Harvard University, insiste pour soutenir qu'il s'agit d'une interprétation erronée de la situation (Riedlmayer 1996). La destruction intentionnelle des bibliothèques et des archives ne peut être considérée comme l'expression d'un point de vue politique et encore moins comme un fâcheux sous-produit de la guerre. Il s'agit d'un crime contre l'humanité en vertu du droit humanitaire international et en particulier des termes des Conventions de Genève (1949) et de leurs protocoles additionnels (1977), ainsi que de la Convention de La Haye (1954) qui exigent la protection des victimes lors d'un conflit armé. Toutes les deux ont été ratifiées par le gouvernement de l'ancienne Yougoslavie.

La poursuite des crimes contre la culture reste une tâche importante du Tribunal international de guerre de La Haye, constitué par la résolution 808 du Conseil de Sécurité de l'ONU le 22 février 1993, dans le but de poursuivre ceux qui ont perpétré des crimes de guerre en ancienne Yougoslavie⁴. Dans le but d'accomplir cette tâche, le Conseil de sécurité de l'ONU, par sa résolution 780 du 6 octobre 1992, exigeait la création d'une Commission d'experts de l'ONU appelée à enquêter sur les graves violations du droit humanitaire. Les experts de l'ONU devaient se pencher sur les violations des lois de guerre, les crimes contre l'humanité, le génocide, la purification ethnique, les camps de concentration, le viol et l'agression sexuelle et la destruction du patrimoine culturel.

Une Commission de cinq membres a été nommée, présidée par le professeur Frits Kalshoven. Après sa démission, c'est Cherif Bassiouni, professeur à

4. Le terme amalgame «ancienne Yougoslavie» a été retenu même s'il s'agit uniquement de Croatie et de Bosnie-Herzégovine.

DePaul University College of Law à Chicago qui a pris la relève (1992-1994), préparé le rapport final et constitué la base de données remise au Tribunal international de guerre de La Haye. Le rapport final de 300 pages qui comprend 12 annexes de 3 000 pages, a été remis le 28 mai 1994 (United Nations. Commission of Experts on the Former Yugoslavia 1994). Il est intéressant de noter que ce rapport n'a jamais été publié. La raison invoquée est le manque de fonds.

Les annexes XI et XI.A du rapport traitent plus particulièrement de destruction du patrimoine culturel. Trois Canadiens ont joué un rôle important dans la préparation de l'annexe XI.A qui porte sur le siège de Dubrovnik et la destruction du pont de Mostar. Ce sont deux officiers des forces canadiennes, William J. Fenrick et Dominic McAlea, experts en droit du conflit armé, et Colin Kaiser, consultant expert en histoire de l'art. Ils étaient assistés des officiers de l'armée norvégienne. Les témoignages des spécialistes de l'UNESCO et des militaires leur ont permis de dresser une chronologie du siège de Dubrovnik incluant la fréquence des bombardements, les secteurs atteints, le calibre des pièces d'artillerie utilisées qui démontre que la destruction du patrimoine était délibérée et systématique (United Nations Commission of Experts... 1994 Annexe XI.A, 8).

Les travaux de la Commission ont permis d'ajouter la destruction intentionnelle du patrimoine religieux musulman et croate à l'accusation de génocide et de crimes contre l'humanité, portée contre les leaders politique et militaire des Serbes bosniaques en 1995 (United Nations. International War Crimes Tribunal in The Hague 1995). La destruction de 16 mosquées et de 11 églises catholiques dans la région de Banja Luka est citée comme exemple. Parmi les mosquées qui ont été dynamitées le 7 mai 1993, dans l'absence de combats, on trouve celle de Hasan Defterdar et celle de Ferhat Paša, deux exemples exceptionnels de l'architecture du 16^e siècle (Conseil de l'Europe 1993, Doc. 6869, 16).

Actuellement, une équipe multidisciplinaire d'experts aux États-Unis réunit les preuves matérielles de la destruction de la BNUBH qui devraient permettre

de porter l'accusation contre ceux qui ont perpétré ce crime.

Pensant à l'avenir, l'UNESCO et les signataires de la Convention de La Haye étudient comment rendre plus efficace l'application de cette convention. On songe à donner aux forces de l'ONU plus de responsabilité pour la protection du patrimoine sur le terrain.

Depuis cinquante ans, les politiciens et les intellectuels occidentaux utilisent l'expression «*nous ne savions pas*» pour expliquer leur inaction lors du génocide de la Seconde guerre mondiale. Dans les années 1990, grâce à CNN et Internet, cette excuse ne peut plus être invoquée. Cette fois-ci, la plupart des gens étaient au courant et pourtant ils ne sont pas intervenus pour arrêter ce carnage et ce saccage pourtant constamment présent sur leurs écrans de télévision (Meštrović 1994 et 1996; Cushman and Meštrović 1996).

Comment justifie-t-on cette inaction? Les cyniques disent qu'une intervention militaire ne s'imposait point vu que dans cette région il n'y a ni pétrole ni armes nucléaires. Les «*réalistes*» mentionnent qu'il s'agit de «*haine ancestrale*» et qu'il n'y a donc «*rien à faire*». Pourtant, cette idée est démentie par la proximité physique des mosquées, des églises et des synagogues dans les villes de la Bosnie-Herzégovine qui, au contraire, témoigne de pluralisme, de cohabitation multi-ethnique et de tolérance millénaire (Riedlmayer In Carnegie Endowment for International Peace 1994).

La victime et l'agresseur sont souvent renvoyés dos à dos. On utilise l'expression «*toutes les parties au conflit ont commis des atrocités*». Cependant, les rapports des organismes internationaux d'aide humanitaire, gouvernementaux et non gouvernementaux ainsi que le rapport de la CIA, démontrent que plus de 90% des atrocités ont été commises par les Serbes et que seuls les Serbes les ont commises de façon systématique et organisée (Christopher H. Smith, président de la Commission sur la sécurité et coopération en Europe du Congrès américain In Commission on Security... 1995, 2). Des 58 personnes inculpées de cri-

mes de guerre jusqu'à maintenant, 51 sont des Serbes (United Nations. International War Crimes Tribunal in The Hague 1995).

Les hésitations, les tergiversations et l'hypocrisie de la communauté internationale ont été évoquées à maintes reprises par les éditorialistes de grands quotidiens du monde et autres observateurs (Brousseau 1994; Landgren 1996; Rieff 1995). Les forces des Nations Unies (la FORPRONU) ont reçu un mandat d'aide humanitaire comme s'il s'agissait d'une catastrophe naturelle. Ces mesures ont permis à la communauté internationale de laisser croire qu'elle prenait des initiatives politiques décisives, à un moment où la volonté d'imposer la protection des droits de la personne par les moyens militaires faisait défaut⁵ (Landgren 1996; Rieff 1995). En même temps, on évitait de prononcer le mot génocide parce que la simple admission de ce terme aurait obligé à l'action.

Tout cela soulève le problème de moralité en politique qu'on cherchait à remplacer par les «*intérêts*». Il s'avère au bout du compte que rien ne peut remplacer la moralité dans toute action humaine. Dans son témoignage, le professeur Cherif Bassiouni fait une mise en garde: «*Il ne peut y avoir de paix sans justice et il ne peut y avoir de justice sans que la vérité soit connue. Les victimes exigent la reconnaissance de leur victimisation*» (Commission on Security... 1995, 7, 16). Il s'agit d'un avertissement important aux criminels d'aujourd'hui et de demain. L'ordre international de demain en dépend. Alija Izetbegović, président de la Bosnie-Herzégovine déclarait le 26 septembre 1996 dans une entrevue à *Oslobodjenje*, le quotidien de Sarajevo: «*Si le génocide impuni est possible, la Bosnie-Herzégovine n'est pas possible.*»

5. Le 4 juin 1993, le Conseil de sécurité étendait la protection des forces de l'ONU à six villes de Bosnie désignées comme zones de sécurité: Bihać, Gorazde, Sarajevo, Srebrenica, Tuzla et Žepa. Ces villes étaient complètement entourées de forces serbes. Après la chute de Srebrenica en juillet 1995, Tadeusz Mazowiecki, le rapporteur spécial de la Commission des droits de la personne de l'ONU, avait démissionné pour dénoncer l'hypocrisie dont le monde avait fait preuve à propos des droits de la population de Bosnie (Landgren 1996, 16).

Reconstruction et reconstitution des collections

Croatie

Déjà en 1991, dans les régions libres de la Croatie, l'Association des bibliothécaires, le Ministère des affaires culturelles et la Bibliothèque nationale de Croatie avaient organisé des dons de livres aux bibliothèques endommagées. Depuis la cessation des combats, l'état croate a financé la réparation des édifices de bibliothèques comme première mesure d'urgence. Actuellement, le niveau d'implication de la communauté internationale dans la restauration des bibliothèques de Croatie reste incertain. Plusieurs initiatives individuelles sont en cours mais la coordination globale des projets reste à faire.

La fondation SABRE des Etats-Unis a pour but d'encourager le développement de la démocratie en disséminant la documentation scientifique dans les ex-pays communistes de l'Europe. La fondation SABRE-Zagreb, son affiliée croate, existe depuis 1990. Ses activités comprennent trois volets: dons de livres, dons de périodiques en sciences humaines et sociales de la maison d'édition Blackwell (121 titres) et abonnement aux périodiques scientifiques avec un rabais de 50%.

Depuis cinq ans, la fondation SABRE-Zagreb a distribué aux usagers en Croatie 158 000 livres couvrant tous les domaines du savoir, en particulier la médecine, l'économie et le génie. Plusieurs livres en médecine ont été envoyés aux hôpitaux sur les lignes de front alors que les livres pour enfants ont été distribués dans les camps de réfugiés et dans les écoles affectées par la guerre. Depuis 1994, des livres ont également été envoyés aux universités de Mostar, de Sarajevo et de Tuzla, chaque fois que la situation le permettait.

En 1994, la fondation SABRE-Zagreb a pu offrir aux scientifiques de Croatie l'abonnement à 248 titres de périodiques en médecine avec un rabais de 50%. En 1995-1996, le nombre de titres a été porté à 413 (Pavić 1995).

Bosnie-Herzégovine

De l'avis des experts, la Bosnie-

Herzégovine doit reconstruire et reconstituer ses institutions culturelles pour tenter d'enrayer la perte de la mémoire collective. Horrifiés par l'ampleur des ravages, plusieurs institutions et organismes internationaux ont spontanément offert leur aide. Pourtant, une réaction retentissante et concertée du milieu des bibliothécaires professionnels n'a pas eu lieu (Riedlmayer 1996).

Après la destruction de la BNUBH, les premières à offrir leur aide étaient les bibliothèques nationales de Croatie, de Slovénie et de Macédoine. L'Institut des sciences de l'information de Maribor en Slovénie, qui avait développé le système informatique qu'utilisait la BNUBH avant la guerre, a offert de faire une levée de fonds, de rassembler, stocker et traiter les dons de livres reçus en attendant leur transfert à Sarajevo (Pistalo 1993). L'Assemblée des citoyens d'Helsinki, un groupe pour la défense des droits de la personne basé à Prague, a lancé partout en Europe un appel pour l'établissement de sites d'entreposage des livres reçus en don et pour une aide financière à la BNUBH. Des projets semblables sont en cours en Autriche, en Allemagne, en France, en Grande Bretagne, en Hollande, en Italie, en Turquie et ailleurs (Bayraktar 1994). Quelques éditeurs allemands et tchèques ont offert de reproduire les classiques de la littérature bosniaque (Riedlmayer 1996).

En septembre 1996, la Harvard University a lancé son projet de coopération avec la Fondation SABRE pour fournir des documents à la BNUBH. Les presses universitaires de Harvard s'engagent à envoyer à Sarajevo deux exemplaires de tout ce qu'ils publient alors que les bibliothèques offrent leurs doubles. Plusieurs autres universités et presses universitaires américaines se sont jointes à ce projet. Un premier envoi de 10 000 livres doit partir pour la Bosnie-Herzégovine en octobre 1996 (Harvard University 1996; Mazmanian 1996).

Comment reconstituer les collections de *Bosniaca* annihilées? En localisant partout dans le monde les bibliothèques qui en possèdent des copies. La Bibliothèque nationale du Canada y participe déjà. Dans un premier temps, il s'agit d'établir une base de données de titres existants avec leur localisation et de

demander ensuite aux propriétaires d'en fournir une copie à la BNUBH. Les copies peuvent être fournies sur différents supports: papier, microfilm, microfiche, disque optique compact ou encore fichier d'ordinateur. András Riedlmayer, de la Harvard University, gère un projet de cueillette de manuscrits bosniaques sur le web qui devrait aider à établir une collection «virtuelle» de l'Institut des études orientales de Sarajevo au moment où il sera reconstruit. Avant la guerre, les chercheurs du monde entier venaient travailler à l'Institut et copier ses documents. Il s'agit de les retrouver et de solliciter leur collaboration (Riedlmayer 1995; Schwartz 1996).

Enes Kujundžić, le directeur de la BNUBH, cite quatre sources importantes pour la restitution de l'histoire multiethnique de Bosnie-Herzégovine: pour la période médiévale et celle de la Renaissance, les bibliothèques d'Italie; pour la période ottomane, les bibliothèques d'Istanbul; pour la période austro-hongroise, les bibliothèques de Vienne et de Budapest; pour les textes de poésie épique et lyrique, la Widener Library de Harvard qui possède 3 500 enregistrements et 12 500 textes (Carroll 1994; Kujundžić 1996).

La reconstitution des collections pulvérisées est-elle une entreprise impossible? Non, il y a des précédents: la bibliothèque de l'Université de Louvain et les Archives angevines de Naples (Filangieri 1944 et 1951; Kirby 1966). La bibliothèque de l'Université catholique de Louvain a été reconstruite et reconstituée deux fois, après la Première et, de nouveau, après la Seconde Guerre mondiale.

La bibliothèque de Louvain a été complètement brûlée par les Allemands le 25 août 1914 lors de l'occupation de la Belgique: 230 000 volumes, 800 incunables et 900 manuscrits sont la proie des flammes. Grâce surtout à la générosité américaine et plus particulièrement à l'initiative de A. Lawrence Lowell, président de la Harvard University, la bibliothèque a pu ouvrir ses portes de nouveau le 4 juillet 1928. Le traité de paix de Versailles stipulait que l'Allemagne devait, en guise de réparations à la Belgique, payer 10 millions de francs pour l'achat de livres. De plus, pour compenser la perte de 1 750 livres rares de Louvain, les bibliothèques

allemandes devaient offrir les doubles de leurs collections de livres rares.

En 1940, les Allemands occupent de nouveau la Belgique réduisant pour la deuxième fois la bibliothèque de l'Université de Louvain en cendres. De nouveau, la bibliothèque est reconstruite par la générosité internationale. La BNUBH à Sarajevo a été anéantie le 25 août 1992, le jour du 78^e anniversaire de la première destruction de la bibliothèque de Louvain (Riedlmayer 1994).

Les Archives angevines de Naples constituaient l'une des sources les plus riches et les plus précieuses que le Moyen Âge nous ait transmises sur l'histoire non seulement du royaume de Sicile et des autres états italiens mais de tous les pays d'Europe. Cette incomparable collection contenait presque 500 000 documents se rapportant à la période 1265-1435. Pour plus de protection, le comte Riccardo Filangieri, archiviste, l'avait expédiée, pendant la deuxième guerre mondiale, dans un village à trente kilomètres de Naples. Les 866 caisses de documents étaient entreposées dans une villa. Le 30 septembre 1943, trois soldats allemands, mécontents de ne pas avoir trouvé des vivres dans la villa, mirent le feu au bâtiment malgré les protestations des gardiens et l'intervention de l'archiviste. Cette perte constituait la plus sérieuse atteinte aux instruments historiques de toute la guerre en Italie. Le comte Riccardo Filangieri, armé de son expérience de 40 ans, décida de reconstituer une grande partie de la collection à partir des copies de documents qui se trouvaient dans d'autres archives ainsi que dans les collections des évêchés, des monastères, des oeuvres pieuses, des villes, des familles féodales et patriciennes, des scientifiques et autres particuliers qui s'étaient servis des Archives angevines de Naples. Grâce au travail acharné des archivistes de Naples et à la générosité internationale, le premier volume des Archives angevines vit le jour en 1950. En 1993, la série contenait déjà 41 volumes publiés.

L'UNESCO a entrepris de reconstruire la BNUBH à Sarajevo et de coordonner le projet d'aide internationale (Plathe 1996). L'aide doit être fournie à plusieurs niveaux: formation des bibliothécaires (70% ont quitté le pays depuis 1992),

Toute personne voulant communiquer avec l'auteure peut utiliser l'adresse électronique suivante :
blazinav@ere.umontreal.ca

Toute personne voulant contribuer à la reconstruction du patrimoine culturel de la Croatie et de la Bosnie-Herzégovine trouvera ci-dessous les coordonnées de quelques projets.

1° Les travaux de restauration pour l'ensemble de Dubrovnik.

Les chèques, à l'ordre de *Zavod za Obnovu Dubrovnika*, doivent être envoyés à l'adresse suivante: *Zavod za Obnovu Dubrovnika, 20000, Dubrovnik, Cvijete Zuzoric 6, Croatia*.

2° La restauration de la Bibliothèque scientifique de l'Université de Dubrovnik.

Les chèques, à l'ordre de la *Dubrovačke Biblioteke*, doivent être adressés à *Dubrovačke Biblioteke, 50000 Dubrovnik, Diva Natali 11, Croatia*.

3° La reconstruction de la Bibliothèque nationale et universitaire de Bosnie-Herzégovine.

L'Unesco a ouvert un compte particulier pour ce projet. Les dons peuvent être faits selon l'un ou l'autre des modes suivants. Dans les deux cas, il est important de faire mention du code 416 B1H 60.

a) par chèque, à l'ordre de l'Unesco, adressé à :

*The Director
Division of the General Information
Programme
UNESCO
1, rue Miollis
75732 Paris Cedex 15
France*

b) par virement bancaire au compte de l'UNESCO

*949-1-191558
Chase Manhattan Bank N.A.
International Money Transfer Division
1, New York Plaza, 5th Floor
New York, NY10015
USA*

établissement des bases de données concernant *Bosniaca* (Riedlmayer 1995), reconstitution des collections, informatisation des opérations (le système suggéré est celui développé par la Bibliothèque nationale de Croatie), accès à l'Internet, sans oublier le support financier. De plus, l'UNESCO et l'IFLA ont lancé un appel de solidarité avec les 150 bibliothécaires de Sarajevo. Le but est de recueillir des dons pour les aider à survivre dans une ville qui a subi plus de 1 000 jours de siège. Munevera Zećo fournit une description émouvante des conditions de vie des bibliothécaires de Sarajevo dont plusieurs ont été tués par des tireurs embusqués en se rendant au travail (Zećo 1996).

Pour le moment, deux visions de reconstruction de la BNUBH se confrontent. Certains trouvent que l'édifice devrait être rebâti dans toute sa splendeur d'avant-guerre. D'autres pensent que ses ruines doivent être préservées intactes comme témoignage tangible de la guerre (Pomfret 1996).

Sources consultées

- Almond, Mark. 1994. *Europe's backyard war: The war in the Balkans*. London: Heinemann. 432 p.
- American Library Association. 1993. Resolution on the destruction of libraries in Croatia, and Bosnia-Herzegovina passed by the ALA Council, January 26, 1993 at the 1993 Midwinter Meeting, Denver, Colorado. *International Leads* 7 (2): 2.
- Aparac-Gazivoda, Tatjana and Dragutin Katalenac (eds). 1993. *Wounded Libraries in Croatia*. Zagreb: Croatian Library Association. 58 p.
- Bakaršić, Kemal. 1995. Les bibliothèques de Sarajevo et le livre qui a sauvé nos vies. In *La Bosnie nous regarde*, sous la direction de Paul Chamberland et autres. Montréal: Publications du Quartier Libre, p. 103-108.
- Bayraktar, N. 1994. Atatürk kitapları inda bulunan Bosna-hersekke ilgili yazmalar (Manuscrits concernant la Bosnie-Herzégovine qui se trouvent à la Bibliothèque municipale Atatürk). *Türk kütüphaneciliği* (Bibliothéconomie turque) 8 (2): 87-90.
- Biolley, Jacques. 1993. Un génocide en toute liberté: la Bosnie à feu et à sang. Essai. Marseille: Ed. Wallada; Fribourg: Méandre. 157 p.

- Blažina, Zlata. 1992-93. Professor M.D. Grmek's visit to Canadian universities and to AMCA Québec. *Gaudeamus* (Toronto) no. 7-8: 11.
- Brousseau, François. 1994. Chapeau, les Serbes! *Le Devoir* 19 avril: A-8. Voir aussi tous ses éditoriaux sur la Croatie et la Bosnie-Herzégovine publiés dans *Le Devoir 1991-1996*.
- _____. 1994. De Munich à Sarajevo. *Le Devoir* 22 janvier: A.8.
- Bumbaru, Dinu. 1992. Dubrovnik ou le patrimoine bombardé. *Le Devoir* 18 mars: B-8.
- Carnegie Endowment for International Peace. 1994. *Report on a symposium on destruction and rebuilding of architectural treasures in Bosnia and Herzegovina, held 2 May 1994 in Washington, D.C.* Disponible sur le gopher d'International Council for Monuments and Sites (ICOMOS) à l'adresse suivante: gopher.icomos.org/11/treaties/hague/carnegie.
- Carroll, James. 1994. Saving the soul of Sarajevo. *Boston Globe* October 25.
- Čelić-Tica, Veronika et al. (comp.). 1992. *Hrvatske knjižnice na meti: vodič (Croatian libraries on target: Guide)*. Zagreb: Nacionalna i sveučilišna biblioteka (Bibliothèque nationale et universitaire). 61 p.
- Čemalović, Hasan et al. (eds). 1994. *Mostar, May 1994 - Urbicide*. Sarajevo: Zid; Budapest: Open Society Institute. 93 p.
- Čengić, Aida and Ferida Duraković (eds). 1995. *Cultural institutions and monuments in Sarajevo*. Budapest: Open Society Institute. 118 p.
- Cigar, Norman. 1995. *Genocide in Bosnia: The policy of «ethnic cleansing»*. College Station, Texas: Texas A & M University Press. 264 p.
- Cohen, Philip. 1996. *Serbia's secret war: Propaganda and the deceit of history*. College Station, Texas: Texas A & M University Press. 240 p.
- Commission on Security and Cooperation in Europe of the U.S. Congress (CSCE). 1995. *Hearing on genocide in Bosnia-Herzegovina held on April 4, 1995 in Washington*. Washington. 166 p. *Comprend le témoignage d'András Riedlmayer de la Harvard University concernant le patrimoine culturel*.
- Conseil de l'Europe. Assemblée parlementaire. 1993. *Rapport d'information sur la destruction par la guerre du patrimoine culturel de la Croatie et de la Bosnie-Herzégovine présenté par la Commission de la culture et de l'éducation*. (Rapports Nos 1-3, Documents Nos 6756, 6869 et 6904 adoptés du 2 février au 20 septembre 1993). Strasbourg. 50 p., 36 p., 50 p.
- _____. 1994. *Rapport d'information sur la destruction par la guerre du patrimoine culturel de la Croatie et de la Bosnie-Herzégovine présenté par la Commission de la culture et de l'éducation*. (Rapports Nos 4-5, Documents Nos 6989 et 7070 adoptés du 14 janvier au 12 avril 1994). Strasbourg. 14 + 2 p., 65 p.
- Čurić, Borislav et al. (éds). 1994. Dossier: Urbicide, Sarajevo - Sarajevo, une ville blessée. Sarajevo: Društvo arhitekata Sarajevo; réimpression Bordeaux: Arc en rêve, Centre d'architecture. 100 p.
- Cushman, Thomas and Stjepan G. Meštrović (eds). 1996. *This time we knew: Western responses to genocide in Bosnia*. New York: New York University Press. 320 p.
- D'Ormesson, Jean. 1991. Il faut sauver Dubrovnik! La Communauté internationale ne peut pas commettre un forfait qui la déconsidérerait. *Le Figaro* lundi 7 octobre: 34.
- Erl, Vera. 1992. Vinkovačka knjižnica/čitaonica zgradište 1991 (La bibliothèque publique de Vinkovci réduite en cendres en 1991). *Vjesnik bibliotekara Hrvatske (Messager des bibliothécaires de Croatie)* 35 (3-4): 1-14.
- Filangieri, Riccardo. 1944. Report on the destruction by the Germans, September 30, 1943, of the depository of priceless historical records of the Naples State Archives. *American Archivist* 7 (4): 252-255.
- _____. 1951. Un essai de reconstitution des Archives angevines de Naples. *Archivum*, 1 (1): 135-137.
- Finkelkraut, Alain. 1992. *Comment peut-on être croate?* Paris: Gallimard. 154 p.
- Garde, Paul. 1992. *Vie et mort de la Yougoslavie*. Paris: Fayard. 444 p.
- Grmek, Mirko Dražen et autres (éds). 1993. *Le nettoyage ethnique: documents historiques sur une idéologie serbe*. Paris: Fayard. 340 p.
- Gutman, Roy. 1993. *A witness to genocide: The 1993 Pulitzer-Winning dispatches on the «ethnic cleansing» of Bosnia*. New York: Macmillan. 180 p.
- Harvard University. 1996. Harvard leads in SABRE Foundation Program to revive Bosnian libraries. *News Release*. September. 2 p.
- Hedges, Chris. 1996. A struggle to save a shattered legacy. *New York Times* February 18.
- International Federation of Library Associations. 1993. General resolution on the destruction of Libraries in Croatia, and Bosnia-Herzegovina passed by the IFLA Council, August 27, 1993 at the 59th IFLA Council and General Conference Held in Barcelona. In *IFLA Annual 1993. Proceedings of the 59th Council and General Conference, Barcelona, 1993*. K.G. Saur, 1994, p. 83-84.
- Ivančević, Radovan. 1993. *Trésor artistique de la Croatie*. Motovun: IRO Motovun, 212 p. (édition de guerre).
- _____. (ed.). 1993. *Cultural heritage of Croatia in the war, 1991-1992*. (Croatia in the war, 4). Zagreb: Croatia University Press. 304 p. *Les dommages infligés aux musées, archives et bibliothèques sont décrits* (p. 269-280).
- Ivanišević, D. 1994. Nell'inferno della Croazia c'è ancora chi ha desiderio di leggere (Dans l'enfer de la Croatie il y en a encore qui ont envie de lire). *Biblioteche oggi* 12 (1): 48-50.
- Kadić, Azra. 1995. The Gazi Husrev Bey Library. (Appel à l'aide lancé le 16 novembre 1995). Annoncé sur Internet à l'adresse suivante: bosnet@grad.applicom.com
- Kirby, John L. 1966. The archives of Angevin Naples. *Journal of the Society of Archivists* 3 (4): 191-194.
- Kostović, Ivica et al. (eds). 1992. *Mass killing and genocide in Croatia 1991/1992: A book of evidence*. Zagreb: Croatian University Press. 297 p. *Le chapitre 11 (p. 237-257) décrit la destruction du patrimoine religieux et les violations des droits des prêtres et des religieuses*.
- Kroller, F. und S. Reinitzer. 1992. Kriegseinwirkungen auf kroatische Bibliotheken im Jahre 1991 (Les effets de la guerre sur les bibliothèques croates en 1991). *A.B.I. Technik* 12 (3): 219-222.
- _____. 1992. Schaden an Kroatischen Bibliotheken durch die Kampfhandlungen 1991-1992 (Dommages infligés aux bibliothèques croates pendant la guerre 1991-1992.) *Mitteilungen der Vereinigung Oesterreichischer Bibliothekare (Actes de l'Association des bibliothécaires autrichiens)* 45 (3/4): 74-78.
- Kujundžić, Enes. 1996. Preservation and revival of the library and documentary heritage of Bosnia and Herzegovina. Report presented in Kiel, Germany at ADBOS (Association des documentalistes et des bibliothécaires de Bosnie-Herzégovine) Congress, May 15, 1996. 6 p. Disponible sur Internet à l'adresse suivante: bosnet@grad.applicom.com
- Landgren, Karin. 1996. Danger! Zones de sécurité. *Réfugiés* no 1: 16-19.
- Lorković, Tatjana. 1992. National Library in Sarajevo destroyed; collections, archives go up in flames. *American Libraries* 23(9): 736, 816.
- _____. 1993. Destruction of libraries in Croatia and Bosnia-Herzegovina. *International Leads* 7(2): 1-2.
- _____. 1995. Wounded libraries in Croatia. Book Review. *Libraries and Culture* 30 (Spring): 205-206.
- Lovrenović, Ivan. 1994. The hatred of memory. *New York Times* Saturday May 28: A-15.

- Mazmanian, Adam. 1996. Bosnian libraries restock and rebuild: U.S. foundations and libraries donate books, time, resources to efforts. *Library Journal* October 15.
- Meštrović, Stjepan G. 1994. *The balkanization of the West: The confluence of postmodernism and postcommunism*. London: Routledge. 226 p.
- _____.(ed.). 1996 *Genocide after emotion: The postemotional Balkan war*. London, New York: Routledge. 225 p.
- Nations Unies. Haut Commissariat pour les réfugiés. 1993. *Les réfugiés dans le monde 1993: l'enjeu de la protection*. Paris: Éditions La Découverte. 191 p.
- Nouvel Observateur et Reporters sans frontières. 1993. *Le livre noir de l'ex-Yougoslavie: purification ethnique et crimes de guerre*. Paris: Arlea. 487 p.
- Pavić, Helena. 1995. *SABRE-Zagreb Foundation: Book donation program 1990-1995, evaluation and experience; Cost-reduced journals project*. Presented at the Conference Dialogue of Eastern European Partners held at the National Szechenyi Library on November 6-8, 1995, in Budapest, Hungary. Disponible sur Internet: sabre@sabre.org
- Phillips, Zlata F. 1992. Libraries are devastated in war-torn Croatia. *American Libraries* 23 (March): 209.
- Pistalo, Borivoje. 1993. Foundation for the restoration of library holdings and information infrastructure of the National and University Libraries of Bosnia and Herzegovina at the Institute of Information Science in Maribor (IZUM), Slovenia. *European Research Libraries Cooperation* 3(2): 218-227.
- Plathe, Axel. 1996. *Assistance programme for the revival of the National and University Library of Bosnia and Herzegovina. Second report*. Paris: UNESCO General Information Programme. 5 p. Disponible sur le web à l'adresse <http://www.unesco.org/cii>.
- Pomfret, John. 1996. Bosnia's postwar battle: Library is at heart of debate on future. *International Herald Tribune* January 10: op-ed.
- Rapports sur les bibliothèques de Croatie endommagées dans la guerre (Texte en croate avec résumés en anglais). 1992. *Vjesnik bibliotekara Hrvatske (Messager des bibliothécaires de Croatie)* 35 (3-4): 71-97.
- Ribarević-Nikolić, Ivanka and Željko Jurić (eds). 1992. *Mostar 92: Urbicid*. Mostar: HVO Općine Mostar, Društvo arhitekata Mostar. 167 p.
- Riedlmayer, András. 1994. *The Louvain Library in Belgium*. Introduction to a talk given by Enes Kujundžić, Boston Public Library, 21 October 1994. Disponible sur le site du Bosnian Manuscripts Ingathering Project à l'adresse suivante: <http://www.applicom.com/manu/ingather.htm>
- _____. 1995. *Fighting the destruction of memory: A call for an ingathering of Bosnian manuscripts*. 1 p. Disponible sur le site du Bosnian Manuscripts Ingathering Project.
- _____. 1996. Libraries are not for burning: International librarianship and the recovery of the destroyed heritage of Bosnia-Herzegovina. *INSPEL* (30): 82-91. (Presented at the 61st General IFLA Conference, 20-26 August 1995, Istanbul, Turkey).
- Rieff, David. 1995. *Slaughterhouse: Bosnia and the failure of the West*. New York: Simon & Schuster.
- Schwartz, Amy E. 1996. Better than ashes. *The Washington Post* September 9: A-19.
- Stiglmeier, Alexandra. (ed.) 1993. *Mass rape: the war against women in Bosnia-Herzegovina*. Lincoln, Nebraska and London: University of Nebraska Press. 232 p.
- Stipčević, Aleksandar. 1992. Biblioteche distrutte e roghi di libri in Croazia 1991 (Bibliothèques détruites et livres brûlés au bûcher en Croatie en 1991). *Il bibliotecario* no 31 (gennaio/marzo): 157-160.
- _____. 1995. The Oriental books and libraries in Bosnia during the war, 1992-1994. *IFLA Round table on library history: Workshop on Orientalist libraries and Orientalism, August 17-18, 61st IFLA General Conference August 20-25, Istanbul*. 7 p.
- Tuttle, Alexandra. 1992. Croatia's art and architecture buried in rubble. *Wall Street Journal* January 16.
- UNESCO. 1954. Acte final de la Conférence intergouvernementale sur la protection des biens culturels en cas de conflit armé, La Haye, 1954. (Texte en anglais, espagnol, français et russe). 82 p.
- United Nations. Commission of Experts on the Former Yugoslavia. 1994. *Final report of the Commission of experts established pursuant to Security Council resolution 780 (1992) and annexes*. Prepared by Professor M. Cherif Bassiouni and the staff of the DePaul University College of Law and its International Human Rights Law Institute (IHRLI) in Chicago. Document S/1994/674 comprend 12 annexes (3 300 p.). Disponible sur le site du Bosnian Manuscripts Ingathering Project à l'adresse suivante: <http://www.applicom.com/manu/ingather.htm>
- United Nations. International Court of Justice. 1995. *Case concerning application of the Convention on the prevention and punishment of the crime of genocide (Bosnia and Herzegovina v. Yugoslavia (Serbia and Montenegro))*. The Hague. 5 p.
- United Nations. International War Crimes Tribunal in The Hague. 1995. *Documents and indictments against suspected war criminals*. Disponible sur le site du Bosnian Manuscripts Ingathering Project
- Zećo, Munevera. 1996. Research notes. The National and University Library of Bosnia and Herzegovina during the current war. *The Library Quarterly* 66 (3): 294-301.

**CATALOGUE COLLECTIF
DES PÉRIODIQUES
DANS LES
BIBLIOTHÈQUES
DE LA SANTÉ
DU QUÉBEC - 1996**

Sources d'information québécoises
volume 4

Le Catalogue est maintenant disponible au secrétariat de l'ASTED

124,95\$ (membres de l'ASTED)
149,95\$ (prix régulier)